

Nouveaux Cahiers du socialisme



Regards croisés sur l'histoire du mouvement populaire au Québec

Francis Lagacé

Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84486ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lagacé, F. (2017). Regards croisés sur l'histoire du mouvement populaire au Québec. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 213–214.

en appui aux projets du capitalisme. La MINUSTAH compte maintenant sur la collaboration de divers gouvernements d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique. L'impérialisme sait utiliser les classes dominantes des pays dominés pour renforcer ses capacités d'intervention. En somme, la nécessité stratégique de l'heure, c'est à la fois de placer au grand jour et d'articuler le clivage de classe au cœur des luttes anti-impérialistes et les différentes dimensions de l'oppression et de la domination (de genre, de race et de classe), sans oublier, bien sûr, la réalité des différentes échelles stratégiques (nationale, continentale et mondiale) à laquelle elles sont confrontées.

Atelier

Regards croisés sur l'histoire du mouvement populaire au Québec

Avec Jean Panet-Raymond (militant communautaire),
Eric Shragge (Centre des travailleurs et travailleuses immigrant-es) et
Suzanne-G. Chartrand (NCS)

RAPPORT PAR FRANCIS LAGACÉ

Selon Jean Panet-Raymond, la syndicalisation de la fonction publique a apporté un appui de taille aux mouvements sociaux au tournant des années 1960. La création du deuxième front syndical est allée dans le sens de l'appui aux mouvements communautaires. Aujourd'hui, toutefois, l'appel à l'économie sociale, le recours aux partenariats public privé (PPP), puis la réingénierie de l'État ont réduit la capacité d'intervention politique des organismes communautaires. Malgré tout, les mouvements réussissent parfois à converger, comme l'exemple de la Coalition Main rouge le démontre.

Eric Shragge a signalé le virage des années 1980. Des organismes communautaires se sont orientés vers la prestation de services. Si la coalition d'organismes communautaires est bonne pour le financement récurrent, la professionnalisation des organismes transforme la relation avec des citoyens/citoyennes en relation avec des clients/clientes. On y perd en capacité de mobilisation. Quand on prend la place de l'État, celui-ci se désengage. Les gens finissent par ne plus savoir ce que sont les services publics ni à quoi ils servent.

Les milieux communautaires s'entredéchirent pour les fonds et se livrent à des « guéguerres » d'alliances. Les nouvelles personnes qui arrivent ne connaissent pas l'histoire du mouvement communautaire autonome et n'ont donc pas les outils pour contester.

Des expériences sont en cours pour organiser les travailleurs immigrés, tels le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, l'Association des travailleurs/euses temporaires d'agence de placement et l'Association de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires. Une campagne pour un salaire minimum de

15 \$ l'heure permet la convergence et rallie autant les jeunes que les plus âgé-e-s, les précaires et les mal payé-e-s. Pour ces populations précarisées, il est difficile de s'organiser. Il y a beaucoup de répression et les emplois sont instables.

Pour Jean Panet-Raymond, c'est par l'action au niveau local que l'on peut espérer modifier le global. Par exemple, les jeunes du quartier Saint-Michel sont virtuellement dans le global (Internet); leurs ami-e-s sont enracinés dans le local, sensibles à l'injustice. Les jeunes ne craignent pas de s'exprimer, ils sont plus souples, moins formalistes. Mais face à la stagnation du marché du travail ou de l'école, les gangs de rues offrent une promotion plus rapide et des changements économiques immédiats.

En conclusion, ajoute Éric Shragge, rien ne remplace le travail de terrain. Il faut distribuer des tracts au métro, rencontrer les employé-e-s à la sortie des entrepôts de Dollarama, pas dans Facebook.

Atelier Combattre les radios-poubelles et le populisme de droite

Avec Francine Pelletier (journaliste), Sébastien Bouchard (syndicaliste et NCS)
et Donald Cuccioletta (politologue et NCS)

RAPPORT PAR BENOÎT GAULIN

Le syndicaliste Sébastien Bouchard s'intéresse au phénomène des radios-poubelles depuis plusieurs années et connaît bien le type de propos diffusé avec succès (300 000 auditeurs et auditrices, dit-on) sur les ondes de Québec (« Labeaumeville »). La radio-poubelle renvoie à un format radiophonique (d'origine étatsunienne) reposant sur la diffusion de propos choquants, dénigrants et méprisants. Le discours populiste de droite politise, mobilise les travailleurs-contribuables et « antagonise » ceux-ci et les pauvres, la majorité silencieuse et les personnes militantes qui prennent la parole, les hommes et les femmes, les Québécois blancs « de souche » et les immigrants. Proposant des solutions simples à des problèmes complexes et vouant une haine entachée d'anti-intellectualisme contre l'« élite » (élu-e-s progressistes, hauts fonctionnaires de l'État social voué aux gémonies, artistes, représentants et représentantes des mouvements sociaux), ce populisme pratiqué par les animateurs (c'est un « *boy's club* » !) n'est peut-être pas sans lien avec le « mystère Québec » (l'exceptionnelle force politique de la droite dans la grande région de Québec). Il est impératif, selon Bouchard, de considérer la radio-poubelle comme un véritable acteur politique que la gauche doit plus que jamais prendre au sérieux.

Fin observateur de la société américaine, Donald Cuccioletta a enchaîné sur le phénomène tout aussi inquiétant du vigoureux populisme de droite aux États-Unis dont Trump « ne représente que la pointe de l'iceberg ». Il rappelle que le populisme a toujours existé aux États-Unis. Nous avons affaire, avec